

Périodique

RÉFLEXIONS

POUR UN MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE MODERNE

« Réflexions » a pour but d'inciter les progressistes à la réflexion. Les articles que nous publions sont des contributions pour en susciter d'autres. N'hésitez pas à nous écrire.

Sommaire

P1 Edito...

P2 Mouvement révolutionnaire quelle stratégie ?

P4 Mes souvenirs...

Edito

Comment reconstruire un mouvement révolutionnaire ?

L'élection présidentielle et les élections législatives en France ont donné très clairement la victoire aux forces de droite. Ces élections démontrent également l'énorme affaiblissement du courant révolutionnaire dans toutes ses composantes même si le PCF amortit un peu sa chute à l'occasion des législatives. Pour le PCF, l'explication de l'effondrement tient évidemment en partie à la démarche de son actuelle Direction qui a perdu l'âme, l'identité du PCF dans une alliance avec des groupes antilibéraux qui sont fondamentalement anti-communistes et dont les projets politiques sont incompatibles sur des points clés avec les orientations du PCF. Mais les problèmes qui minent le PCF et le courant révolutionnaire tout entier résultent surtout de questions plus fondamentales. D'abord, depuis des décennies le PCF s'est enfermé dans une stratégie d'alliance systématique avec le PS, ce qui limite ses initiatives. Et surtout la crédibilité des éléments du courant révolutionnaire, plus particulièrement celle du PCF, est très limitée depuis l'effondrement du socialisme réel en Europe et aussi depuis que la Chine se développe à toute vitesse en mettant en œuvre les bonnes vieilles recettes du capitalisme. La crédibilité du PCF est d'autant plus faible que ce parti n'a même pas procédé à une analyse des raisons de l'effondrement du socialisme réel. Les analyses avancées par les

composantes trotskistes, quant à elles, sont purement idéologiques et n'aident guère à comprendre l'effondrement du socialisme réel. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que nos compatriotes soient peu nombreux à croire à l'efficacité des propositions du PCF et des autres groupes qui se déclarent communistes. Force est donc de constater aujourd'hui qu'aucun parti n'est en mesure de proposer une alternative crédible au capitalisme. Pire, les discours des partis qui se veulent révolutionnaires sont purement idéologiques et ne prennent pas en compte les raisons profondes de l'accélération de la mondialisation que nous vivons et qui ne se limitent pas à la stratégie des capitalistes.

Pour reconstruire un grand parti révolutionnaire, il faut bien sûr ne pas avoir comme seule préoccupation de sauver les positions des élus du parti par tous les moyens. Et il faut être décidé à lutter ! Mais pour rassembler des forces assez puissantes pour affronter le Capital, il faut des propositions qui répondent aux aspirations de la grande majorité des salariés, qui participent dans leur diversité à la création des richesses. Aujourd'hui, la création de la plus-value n'est pas le fait de la seule classe ouvrière (la classe des producteurs directs) mais le résultat de l'activité de la grande majorité des salariés de tous les niveaux de qualification dans les services comme dans la production. Il faut donc que le mouvement révolutionnaire s'adresse à tous les

salariés. L'enfermement d'un mouvement politique sur une catégorie de salariés particulière le condamne à n'avoir qu'une influence très limitée ou comme le PCF à être prisonnier d'une stratégie d'alliance avec les partis qui représentent les autres couches de salariés plus nombreuses et tout aussi importantes pour la production des richesses. Il faut donc une démarche qui parte des réalités sociales et économiques. Les militants du courant révolutionnaire ne doivent pas se tenir en dehors du monde réel. Le monde réel, c'est le développement des forces productives, appuyé sur les avancées technologiques, sur toute la planète. Les forces qui constituaient, il y a quelques décennies, le mouvement révolutionnaire ont été incapables d'appréhender cette réalité et de comprendre que les capitalistes ne font qu'utiliser ce développement historique des forces productives au mieux de leurs intérêts. Ils se comportent comme des canuts face à la phase de mondialisation actuelle.

Nous proposons à tous ceux qui souhaitent reconstruire une force révolutionnaire de retenir une démarche qui

s'adresse à tous les salariés pour élaborer analyses et propositions à partir de la réalité économique et sociale, y compris pour réfléchir à la mise en place d'un autre système que le capitalisme.

Mais nous ne sommes pas les seuls à mesurer qu'une re-fondation politique est nécessaire pour rassembler les forces progressistes contre les forces réactionnaires. Strauss-Kahn propose avec véhémence de finir la social-démocratisation du PS. La LCR ou le PT proposent un rassemblement comme si la société française et le monde n'avaient pas changé donc sans réelle perspective de changement. Sous le label « Gauche Avenir », des dirigeants du PCF (Gayssot, Wurtz, ...) tentent d'ouvrir la voie à un regroupement des communistes avec une partie de l'aile gauche du PS et des antilibéraux pour créer un parti socialiste de gauche inspiré du Die Linke allemand. Cette démarche pourrait servir d'accélérateur à la liquidation du PCF que sa Direction semble bien envisager.

L'heure de choix fondamentaux est venue pour ceux qui veulent ouvrir une perspective de changement social.

Reflexions

Mouvement révolutionnaire : quelle stratégie ?

L'influence électorale du PCF n'a jamais été aussi faible. La débâcle du PCF aux présidentielles met en cause son existence. Son déclin est-il irréversible ? Le mouvement révolutionnaire a-t-il encore un sens ? Le capitalisme serait-il l'horizon indépassable de la société, la fin de l'Histoire ? La lutte des classes serait-elle dépassée ?

Si l'on estime que l'existence du Parti Communiste a toujours un sens, l'analyse des raisons de son déclin est indispensable. Cette analyse est d'autant plus indispensable qu'elle conditionne l'élaboration d'une stratégie de reconquête.

Le but de cet article n'est pas de fournir un texte parfait, une analyse définitive, mais d'avancer des idées qui sont soumises à la réflexion, à la discussion. Il est nécessaire d'avancer, d'en finir avec les graves insuffisances de la Direction actuelle.

Les raisons du déclin : une analyse erronée des classes sociales.

Le mouvement révolutionnaire s'est construit sur la base de l'antagonisme fondamental entre le capital et le travail. Mais le travail pour les révolutionnaires du début du 20e siècle c'est le travail manuel celui des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture. L'agriculture, car les pays européens sont à dominante rurale. L'industrie, car le capitalisme du 19e et de la première moitié du 20e siècle est celui de l'industrie lourde (mines, sidérurgie, métallurgie,...), indispensable à la production de tous les matériaux, au développement des infrastructures, des réseaux de communications. Le salariat de l'industrie, c'est la classe ouvrière. Son rôle est stratégique car l'essentiel du développement économique durant cette période est assuré par le développement industriel. Ce qui confère un rôle prédominant à la classe ouvrière dans la lutte pour l'appropriation des moyens de production. Le Parti Communiste outil politique du salariat pour son émancipation va tout naturellement être l'outil de la classe ouvrière. Les autres catégories de salariés sont considérées exercer un rôle mineur dans l'affrontement salariat-capital, qui les réduit à

accompagner la classe ouvrière, à se rallier à ses choix. Cette conception du rôle moteur de la classe ouvrière engendra la stratégie de l'alliance. Autour de la classe ouvrière et du PCF s'alliaient les autres catégories salariales et sociales représentées par la SFIO et le parti radical. Cette stratégie fut validée par l'expérience du Front populaire.

Mais ce modèle d'affrontement classe ouvrière/capital présentait des faiblesses. Il reposait en partie sur la paysannerie dont l'importance numérique a très rapidement décliné au cours du 20^e siècle. Il était insuffisamment attentif aux autres catégories salariales que celles des ouvriers, qui se développaient dès la fin du 19^e siècle. Il considérait le travail intellectuel hors du champ de l'économie (activité artistique) ou intimement lié aux stratégies du Capital. Les ingénieurs et cadres étaient peu nombreux et faisaient partie des directions d'entreprises.

Ce modèle ouvriéro-centriste a perdu de sa pertinence après la deuxième guerre mondiale pour entrer de plus en plus en contradiction avec l'évolution des forces productives et les transformations du salariat. Ce décalage entre le modèle et le salariat est à l'origine du lent décrochage électoral du PCF. Le salariat des services publics comme privés n'a cessé de prendre une place de plus en plus déterminante dans la création de la valeur. Il en est de même de la part du travail intellectuel dans la production comme dans les services. Les services deviennent majoritaires dans les années 1970. La tendance dans la pensée communiste est de considérer les services comme des activités subordonnées à l'industrie ou parasitaires, essentiellement consommatrices de plus value. En réalité, la production est dépendante des services, son internationalisation qui prend son essor à la fin des années 50 a reposé sur leur développement. Les services jouent un rôle majeur dans la reproduction de la force de travail. Le développement des services est l'image du développement de la société. Actuellement, les salariés des services représentent 70 % du salariat, la classe ouvrière en représentant 30 %. Rappelons qu'est ouvrier tout salarié d'une entreprise qui produit des richesses (bien matériel, énergie) quelle que soit sa qualification (du manœuvre, au chercheur de l'industrie pharmaceutique par ex). Le PCF à la fin des années 70 a intégré les techniciens dans la classe ouvrière, mais les ingénieurs et

les cadres sont restés à la porte et attendent toujours. La classe ouvrière n'a jamais été homogène et s'est toujours transformée et diversifiée. Son centre de gravité s'est déplacé des ouvriers professionnels à celui des techniciens supérieurs. Malgré la conscience qu'il avait de ces évolutions, le Parti s'est révélé incapable de sortir de sa conception ouvriéro-centriste. Ces évolutions n'ont été analysées qu'en termes d'élargissement de la classe ouvrière. Ce manque de clairvoyance a reposé sur une vision théorique insuffisante. Emprisonné dans sa conception ouvriéro-centriste, le mouvement communiste a toujours refusé de considérer les catégories salariales non productrices de richesses comme « gagnables » dans leur masse aux idéaux révolutionnaires. Les fonctions de conception de la classe ouvrière et le salariat des services ont été laissés à la social-démocratie. Le rôle de plus en plus déterminant de ce salariat dans la création de la valeur a contribué à réduire progressivement la base sociologique du PCF. Le décalage du mouvement communiste avec l'évolution du salariat l'a mis dans l'incapacité de comprendre le développement des forces productives. Ainsi l'Europe n'est nullement perçue comme une exigence nouvelle découlant du développement de ces forces productives. L'approche du phénomène européen est uniquement négative : « l'Europe des trusts contre l'Europe des peuples », mais sans qu'un quelconque contenu soit donné à « l'Europe des peuples ».

Ce modèle ouvriéro-centré a aussi été celui de l'Union Soviétique. Le PCF a mis trop de temps à percevoir que l'URSS était un pays sous-développé que son système économique et politique n'était pas au niveau des exigences des transformations révolutionnaires d'un pays capitaliste développé. L'effondrement du système (que nous avons commencé à aborder dans notre précédent numéro) l'a pris de court.

Que faire aujourd'hui dans un pays comme la France ?

Si nous voulons éviter que le PCF se fonde dans le PS ou devienne un groupuscule réduit à la production de slogans anticapitalistes, il nous semble dès maintenant indispensable d'affirmer les axes d'une stratégie qui permette au Parti de retisser les indispensables liens avec le salariat et par delà avec l'ensemble de la Nation. Commençons tout d'abord par ce qu'il ne faut pas faire. 1°) Procéder comme Gayssot et Wurtz qui prétendent régler des problèmes de fond par des

problèmes de structure en créant une nouvelle formation politique. La faiblesse de leurs propositions est révélatrice de la très grande insuffisance politique des dirigeants du PCF de ces dernières décennies. 2°) Poursuivre l'action mouvementiste et sa déclinaison politique l'antilibéralisme. Que la Direction du PCF ait imaginé une telle stratégie caractérisée par son indigence conceptuelle en dit long sur son désarroi ! 3°) Procéder de façon manœuvrière pour surmonter la crise actuelle. La Direction en place cherche à s'accrocher au maximum, à justifier son action, en cherchant à tout prix des alliances sans contenu pour maintenir un appareil à flot 4°) Vouloir revenir au nom de la lutte des classes à un Parti de la classe ouvrière replié sur une vision souverainiste du développement économique.

L'exigence absolue est de passer d'une conception de lutte centrée sur la classe ouvrière à une conception centrée sur le salariat. Aucune catégorie de salariés ne peut se prévaloir d'une quelconque prééminence dans la lutte contre la gestion capitaliste de la société. La classe ouvrière n'est pas révolutionnaire par essence, les salariés des services, les fonctionnaires, les cadres, les ingénieurs ne sont pas réformistes par nature. Il faut passer d'une stratégie fondée sur le rapport capital/classe ouvrière à une stratégie fondée sur le rapport capital/salariat. La conception ouvriéro-centriste s'est déclinée par la recherche permanente de l'alliance : alliance était censée dégager des perspectives à long terme. La stratégie de l'alliance, c'est l'Union de la Gauche ou son sous produit le rassemblement anti-libéral. Avec la conception

centrée sur le salariat aucune catégorie n'est vouée au mouvement révolutionnaire ni au réformisme. Cette stratégie novatrice a été ébauchée lors du 25e congrès en 1985. Elle proposait de rassembler par les luttes les salariés, les citoyens sur des solutions anticapitalistes. La convergence de ces luttes déterminait le contenu des alliances. L'alliance n'était plus un but en soi, mais un moyen. Cette conception du mouvement de lutte fut abandonnée car elle était contradictoire avec l'Union de la gauche. Cette stratégie qui est toujours d'actualité mettait en avant la nécessité d'imposer dans les luttes de nouveaux critères de gestion. Or, l'ouvriérisme renvoie la solution de la gestion à la prise du pouvoir central. Dans un pays capitaliste développé, les pouvoirs du capital sont trop disséminés et enracinés dans les entreprises et les institutions fondées corrélativement sur le suffrage universel qui sont génératrices d'illusions et intégratrices, pour être attaqués par le haut. Ce qui implique la conquête par les travailleurs du terrain de la gestion dont ils sont maintenus à l'écart. Seule la lutte des salariés peut faire sauter les verrous et est susceptible de modifier les décisions. La sortie de la crise appelle des mesures qui feront reculer les positions, les privilèges les modes de pensée et d'action capitalistes dans la gestion de l'Etat des entreprises et de l'ensemble de la vie sociale. Ce qui signifie que le cadre de la lutte est national. Mais la réflexion doit articuler l'analyse, centrée sur la nation, sur les autres dimensions du monde. Nous ne sommes plus à l'époque de l'internationalisme politique, le mouvement révolutionnaire doit s'appuyer sur la réalité des relations nation-Europe et nation-monde.

Gilles Mercier

Mes souvenirs : **La naissance de la CGT chez les chercheurs** **du CNRS et de l'INSERM : un accouchement difficile.**

2007, la présence de la CGT chez les chercheurs de ces organismes de recherche publique paraît tout à fait normale. Et pourtant, elle est relativement récente et ne s'est pas faite sans mal.

Jusqu'en septembre 1987, la CGT n'y syndique **que** les Ingénieurs, Techniciens et Administratifs. Ce fut d'abord, en 1967, le SNPTA-CGT. Il y a, par ailleurs, le SNCS

(Syndicat National des Chercheurs Scientifiques), autonome qui syndique uniquement les chercheurs et est proche de la FEN. En **1967**, les deux syndicats, SNCS et SNPTA-CGT (qui devient en 1968 le SNTRS-CGT) « qui ne se résignent pas à la division syndicale de 1947 » signent, entre eux deux, un « **Accord de Concertation** ». Cet Accord de Concertation attribue le champ de syndicalisation des Chercheurs **exclusivement** au

SNCS. Les chercheurs comme les enseignants restaient à part dans le monde syndical, comme s'ils n'étaient pas, eux-mêmes, des travailleurs salariés.

À la veille du 24 septembre 1987, il y a donc au CNRS et à l'INSERM, un syndicat CGT pour les ITA (ingénieurs, Techniciens et Administratifs) et un syndicat de chercheurs, le SNCS, autonome. A côté existent aussi des syndicats CFDT, FO., CGC...).

Le 24 septembre 1987, il y a à peine 20 ans, un petit entrefilet dans le journal l'Humanité déclarait : « l'UGFF-CGT décide de syndiquer les chercheurs du CNRS et de l'INSERM ».

Certes les chercheurs de ces organismes ne représentent pas un champ de syndicalisation considérable, mais l'évènement était d'importance en ce sens qu'il représentait une **rupture** avec ce qui se passait alors dans le secteur « Enseignement » dévolu jusqu'à présent à la FEN (Fédération de l'Education Nationale).

Résumons : **1947**, éclatement de la CGT en CGT et FO. Des enseignants créent la Fédération de l'éducation Nationale avec la double affiliation FEN-CGT. **1954**, fin de la double affiliation au bénéfice de la FEN, après décision(sic) du Bureau Politique du PCF. La Confédération CGT refusa alors pendant longtemps d'accepter les Enseignants. La FEN et ses principaux syndicats (SNI, SNES...) fonctionnent en tendances, dont une, « Unité et Action » (U et A) est proche du PCF. Le responsable de celle-ci rencontre régulièrement les responsables du PCF. C'était le « bon temps » où les partis politiques décidaient plus ou moins ouvertement de l'orientation des syndicats qui leur étaient proches et de qui syndiquait qui. En particulier, le PCF appliquait la doctrine léniniste : le syndicat « courroie de transmission » du Parti ».

**Le long cheminement de l'affiliation des Chercheurs à la CGT :
Toute une histoire que je peux raconter au travers de ma participation personnelle.**

En 1968, j'ai commencé à m'intéresser à la vie syndicale après des années passées dans l'activité politique en tant que militant communiste. Le SNCS était jusqu'alors dirigé par les réformistes proches du PS sans être

organisé en tendances. Je décidais de me présenter à la CA, mais comme candidat suppléant d'un camarade et ami, disons moins marqué que moi politiquement pour éviter d'être éliminé par les réformistes qui savaient très bien utiliser le scrutin uninominal, j'en avais eu l'expérience lors d'une élection précédente. Dans le tourbillon de 1968, les trotskistes créèrent alors ouvertement leur tendance, qui fut l'Orientation 1 à l'image de Ecole Emancipée (EE) d'autres syndicats de la FEN. Celle-ci se réunissait au grand jour et discutait des positions à défendre dans les réunions syndicales. Bien organisés, ils prirent facilement la direction du syndicat. Il n'y avait pas de tendance organisée à l'image d'U et A. Dès lors, il m'apparut indispensable de créer une telle tendance capable d'impulser la lutte. Un certain nombre de camarades du syndicat se rassemblèrent autour de cette idée. Michel Laurent du CC du PCF fut d'accord avec cette idée et m'apporta son aide sous des formes multiples.

La décision de cette création donna lieu à une intense bataille parmi les communistes, entre ceux autour d'H-E Audier qui étaient à fond contre la création d'une tendance pour « éviter la cristallisation » disaient-ils, et ceux, en majorité, qui, comme moi, pensaient que, vu la situation, la création d'une tendance type U et A était indispensable au mouvement de lutte. Une certaine hésitation régnait. Mais le responsable PCF du secteur Recherche, Pierre Juquin, se prononça en faveur de la création de la tendance lors d'une Assemblée Générale des chercheurs communistes, et la tendance fut créée malgré l'opposition farouche de certains. Il faut dire, d'ailleurs, que le PCF ne se priva pas d'intervenir d'abord pour la création d'une tendance, puis ensuite, dans la vie de la tendance elle-même (n'oublions pas que le Parti avec alors 20% aux élections législatives avait une importance notable dans la vie sociale française). L' « Orientation Syndicale et Unitaire » (OSU) vit le jour.

À partir de là, je déployais de gros efforts pour faire vivre cette tendance. et bénéficiais là encore d'une grande aide du Parti (papier, tirages...).

Lors des congrès du SNCS, une liaison était établie (ce qui était considéré comme normal à l'époque) entre des communistes chercheurs participant au Congrès et le représentant national du parti. On se retrouvait souvent dans un café !

En fait, jusqu'en 1983, la bataille d'orientation se poursuivait dans la tendance. Quel syndicalisme ? Syndicalisme de lutte ou réformisme ? Au travers des personnes se livrait, en réalité, une bataille d'orientation. Et le parti ne se privait pas

d'intervenir. Je me souviens d'une réunion au CC quand, en 1973, pour succéder à G Vergnaud qui était alors secrétaire général du syndicat et responsable de la tendance OSU du SNCS, le Parti, entre moi et une autre camarade Janine Rogalski, choisit celle-ci, car j'étais aux dires du Parti trop « marqué ». . Ensuite Michel Gruselle lui succéda. Celui-ci qui commençait son activité syndicale au SNCS ne fut pas perçu comme le militant révolutionnaire qu'il allait devenir. Pour moi qui discutais souvent avec lui, il m'apparaissait comme en pleine évolution positive. Quant aux réformistes, ils ont fait une lourde erreur d'appréciation. « C'est ainsi qu'on a fait appel à Michel Gruselle parce qu'il était socialiste. Et puis, de socialiste, il est devenu communiste, plus raide qu'un passe-lacet », dixit G. Vergnaud dans ses mémoires (« le SNCS éléments d'histoire »).

Quand le réformisme l'emporte à Bordeaux, avec l'aide du PCF

C'est pour la préparation du congrès de Bordeaux, **en 1983**, qu'eut lieu une bataille décisive d'orientation. Ce fut une bataille âpre à laquelle je participais directement. Sous l'impulsion de camarades du PCF ou proches de ce dernier dont l'orientation réformiste s'affirmait de plus en plus (Audier, Vergnaud...) et d'autres camarades plus ou moins directement liés au PS..., les réformistes se lancèrent à la conquête de la direction du Syndicat. Leur tremplin fut d'avoir « l'astuce » de présenter une motion identique à celle de la majorité soutenue par le secrétaire général, Michel Gruselle, **mais** avec un très court amendement demandant la « démocratie » dans le syndicat. Ça donnait : « Orientation syndicale et Unitaire + amendement sur la démocratie » On le voit le recours à « la démocratie » pour des buts pas toujours très démocratiques n'est pas une nouveauté. Comme l'a écrit G. Vergnaud (voir Le SNCS, éléments d'histoire ... vue de façon très unilatérale) : il s'agissait de « chasser Michel Gruselle » et comme disaient ces camarades d'en finir avec le tandem Gruselle-Malzieu, en réalité, de choisir le réformisme plutôt que le syndicalisme de lutte. Je me souviens d'ailleurs, d'un édito antérieur rédigé par M Gruselle et qui s'intitulait : « Saisir le taureau par les cornes ».

C'était l'appel (de trop pour les réformistes) à la lutte !

Pendant des mois, ce fut la bataille dans les sections. L'ambiguïté présidait. Le texte non amendé Gruselle et le texte amendé Audier obtinrent des scores équivalents (un peu inférieur pour le premier), le reste se répartissant entre les autres tendances. Les camarades qui votèrent cet amendement n'y attachèrent pas tous la même signification : les uns croyant y voir une volonté d'amélioration de la vie syndicale, les autres une volonté d'éviction du Secrétaire Général, avec des nuances intermédiaires. De plus, dans la salle du Congrès il y avait une nette majorité de délégués n'ayant pas voté l'amendement. J'avais évidemment « fait les comptes » : les partisans du syndicalisme de lutte étaient majoritaires dans la salle du Congrès. En réalité, rien n'imposait le retrait du Secrétaire général.

C'était compter sans l'intervention du Parti. Il y avait dans le Congrès deux représentants du PCF : Michel Laurent et Claude Labres, membres du CC du PCF qui « suivaient le congrès » dans les couloirs.et menaient des discussions avec les deux côtés. J'étais souvent en voiture avec eux pendant les trajets Congrès-salles de réunion. Des pressions considérables furent exercées sans succès alors par les représentants du PCF en particulier sur moi qui jugeait la partie gagnable. Mais, les deux membres du Parti présents poussèrent très fortement le Secrétaire Général au retrait avec les arguments habituels (« surtout préserver l'unité de la tendance », etc....), retrait qu'il annonça lui-même à la tribune devant beaucoup de camarades surpris et consternés puisque la décision n'avait pas été discutée en réunion de tendance... ! Marc Ollivier devint Secrétaire Général du SNCS. En fait le réformisme avait gagné la partie avec un sérieux coup de main du PCF. Ce que confirma la vie du SNCS au bout de quelques années de fonctionnement de la tendance UA « démocratisée ».

Vers l'USCA-CGT (Union syndicale des Chercheurs et Assimilés)

Quand on réfléchit à cet épisode, avec le recul, on comprend mieux que ce n'était là qu'un épisode de la stratégie opportuniste du PCF d'alliance avec le PS. Il présageait bien aussi, hélas, de ce qu'allait devenir la confédération CGT avec son abandon de la lutte de classe.

Après le congrès de Bordeaux, je restais membre du conseil d'administration du CNRS auquel

j'avais été élu. J'y menais bataille, notamment contre la création des « post-doc », espèce de contrats à durée limitée qui consacraient la précarisation du travail de chercheur ; j'étais soutenu, d'ailleurs, dans cette bataille par une partie du Conseil, mais, il faut le dire, mollement par l'élu du SNTRS et le représentant de la Confédération CGT d'alors. Finalement, en cours de mandat, la direction du SNCS¹ crut bon de m' « exiler » dans un mini bureau boulevard Saint Germain, que le SNCS avait obtenu sur son contingent de locaux syndicaux. Dans ce que j'appelais le « Bocal », je ne chômais d'ailleurs pas, passant beaucoup de temps en discussions téléphoniques pour convaincre des camarades de la nécessité de créer un syndicat CGT de chercheurs. Pendant cette période intermédiaire, je fus reçu par le Président du CNRS d'alors, il me proposa un poste d'attaché scientifique en Suède (ce qui avait l'avantage pour lui de m'éloigner de la vie syndicale). Ce qui n'étais pas si mal pour moi, mais j'avais d'autres projets !

Au bout d'un certain temps et après quelques années de discussion dans la tendance, il m'apparut alors ainsi qu'à un certain nombre de camarades que le secteur du CNRS et de l'INSERM ne pouvait rester vide de syndicalisme de lutte que ne représentait pas le courant U et A nouvelle mouture. L'image de la CGT- qui a bien changé depuis ! - en tant que syndicalisme de lutte était alors très attractive pour nous. La seule issue nous parut être l'adhésion à la CGT.

J'en discutai beaucoup avec la Secrétaire générale de l'UGFF, Thérèse Hirsberg que je parvins à convaincre. Quant au représentant du Parti, Michel Laurent, il acceptait bien la création d'une nouvelle tendance, mais surtout pas l'adhésion à la CGT. Thérèse Hirsberg me demanda : de quelles « forces » disposes-tu ? Je lui décrivis l'état des lieux et la décision de créer l'USCA fut prise.

*

Les pressions ne manquèrent pas pour me faire abandonner cette idée, avant et dès après la création, y compris des interventions personnelles. Dès la publication de l'entrefilet dans le journal l'Humanité, ce fut la tempête. C'est ainsi que je fus soumis à une pression considérable de la part du PCF : coups de

¹ qui siégeait rue Mr Le Prince à Paris.

téléphone le soir à mon domicile d'un dirigeant du parti (Michel Laurent) pour me dire : « tu as voulu créer l'USCA, c'est fait, maintenant laisse-là sur le papier », suppression brutale des responsabilités que j'avais encore dans le Parti. Un souvenir particulièrement cruel, celui de mon éviction du secrétariat du PCF du 5^e arrondissement : je fus prié par le secrétaire d'arrondissement d'alors, Paul Fraisse, qui venait de prendre connaissance du communiqué de l'Humanité, de sortir sur le champ d'une réunion de secrétariat. Je me suis retrouvé sur le trottoir de la rue Linné (siège du PCF du 5^e arrondissement), mes papiers rassemblés à la hâte sous le bras. Puis je fus évincé du bureau de section !

L'éviction du secrétariat du 5e avait été beaucoup plus rapide que mon éviction en **1954**, de chez Michelin à Clermont-Ferrand où je faisais un stage (J'avais osé exprimer mon avis dans le local réservé aux ingénieurs au cours d'une discussion amicale, sur la colonisation en Indochine, pays des plantations d'hévéas, ce qui avait été rapporté à la direction par son « espion de service ». Plus rapide aussi que ma révocation des Charbonnages, en **1958** pour avoir dénoncé par tract, pourtant distribué en dehors de l'entreprise et des heures de travail, le putsch d'Alger, et alors que j'avais plus de 4 ans d'ancienneté et que j'étais titulaire. Le directeur du CERCHAR (centre d'étude et de recherche des charbonnages de France) me proposa de déchirer la lettre de révocation si je désavouais le tract ; « un brillant avenir vous est assuré » me dit-il. Je refusais la proposition. Le tribunal des Prud'hommes me donna gain de cause : réintégration immédiate et 60.000 F de 1958 de dédommagement, jugement qui fut cassé par le tribunal d'Amiens. La Bourgeoisie ne plaisante pas.²

La CGT chez les chercheurs : intolérable pour le PCF

Ainsi, avoir créé la CGT dans un secteur considéré comme réservé à la FEN était intolérable pour le Parti. D'autres camarades subirent aussi des pressions directes de la part de leur fédération. La Secrétaire Générale de l'UGFF-CGT ne fut pas épargnée. Elle fut par la suite éliminée de la direction de l'UGFF et la création de l'USCA-CGT pesa en sa défaveur.

² En 1981 à la victoire de l'Union de la gauche., je m'adressais à G. Valbon, président (communiste) des Charbonnages de France, pour lui demander ma réintégration. Il ne me répondit même pas !

Mais malgré tout cela, la CGT était créée chez les chercheurs. L'USCA-CGT était née, mais « par pour la nuit des temps » comme il avait été précisé dès le début car nous ne perdions pas de vue la suite du processus à savoir un syndicat CGT pour l'ensemble, chercheurs et ITA (ingénieurs techniciens et administratifs) du CNRS et à l'INSERM.

À partir de ce moment, les pressions du Parti se multiplièrent contre les communistes qui adhèrent à ce syndicat. Des Fédérations du PCF n'hésitèrent pas à les convoquer et à leur « faire la leçon ». Sans succès.

L'USCA tint bon et au bout de quelques années parvint à figurer parmi les « organisations les plus représentatives » chez les chercheurs au CNRS et à l'INSERM. (Au moins 5% aux élections aux Commissions Administratives Paritaires Chercheurs). Après

un certain temps, les dirigeants de l'USCA furent reçus avec T. Hirsberg, par A. Obadia, Secrétaire Général de l'UGICT, ce qui était en quelque sorte une reconnaissance confédérale de l'USCA. Remarquons, que le SNTRS-CGT qui syndiquait les ingénieurs, techniciens et administratifs se décida alors à rompre « l'Accord de concertation » avec le SNCS-FEN et à syndiquer les chercheurs du CNRS et de l'INSERM.

Après de mûres réflexions et de longues et parfois difficiles discussions entre le SNTRS et l'USCA, il devint évident pour les deux qu'il n'était pas de l'intérêt de la CGT ni des travailleurs de ces organismes d'avoir deux syndicats CGT chez les chercheurs. Tout le monde se retrouva dans le même syndicat, le SNTRS-CGT.

La CGT ne cesse depuis de consolider son implantation chez les chercheurs de ces organismes.

René Malzieu

La stratégie de l'effacement

Pour les élections législatives, il n'y eut aucune campagne nationale du PCF. Le journal l'Humanité fit campagne non pour l'élection de députés communistes, mais pour l'élection de députés de gauche. Il fallait tout faire pour garder un groupe à l'Assemblée Nationale. Si le PCF s'est refait une petite santé avec le 2^e tour, son résultat catastrophique des présidentielles demeure. Ceci d'autant que le premier tour des législatives a clairement montré le PCF s'est maintenu là où il a gardé son identité, partout où il a masqué son sigle, où il s'est allié avec des anti-libéraux, il a été laminé. Le résultat du second tour conforte le PS et plombe toute tentative de recomposition à « sa gauche ». Les rêves de la Direction du PCF sur un éventuel rapprochement avec Mélenchon et assimilés s'effondrent. Elle n'a aucune organisation de crédible avec laquelle fusionner, il n'y aura pas de « Die Linke » à la française. Pour le mouvement révolutionnaire la question de la stratégie devient incontournable.

GM

Périodique trimestriel

REFLEXIONS POUR UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MODERNE

N°55-juin 2006 – PRIX 3EUROS- ABONNEMENT 4 NUMÉROS 10 EUROS.

Directeur de Publication: Françoise Courtin. Rédaction : Gilles Mercier

Imprimé dans nos locaux, 8 Hélène Boucher 94320 Thiais

Commission paritaire 74977. N° ISSN 1249.1012

Adresser la correspondance à Gilles Mercier 10 rue Champollion 94400 Vitry- sur- Seine

N'hésitez pas à nous adresser votre adresse mail, l'envoi du bulletin nous revient bien moins cher.

adresse mail : miquelmercier@free.fr

Pour le pluralisme des idées, aidez-nous

Envoyez vos critiques, vos suggestions, vos articles.

Versez pour que Réflexions puisse vivre : CCP 4210612T033